

COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL DU 31 MARS 2016

MEMBRES PRESENTS (11) :

Mrs BILLOT, DULEAU, GODFROY, PETIT, PION, RAMBAUD,
Mmes AUBIN, FOSSAT, PETIT, VIGNAUD, ZEKRYTY.

MEMBRES ABSENTS (4) :

Mrs DUTHIL (Excusé), LANDA (Pouvoir A. RAMBAUD), BOUYSSOU (Pouvoir JL PION), Mme BOUYOU

SECRETAIRE DE SEANCE : Patrick Petit

- APPROBATION DU COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL DU 03 MARS 2016 :

Camille Vignaud et Alexis Rambaud ne votent pas car absents lors de la dernière séance.

Votants	11	
Pour	10	
Contre	1	A. Rambaud pour son pouvoir M. LANDA : manque d'information sur le projet Bas du Bourg et sur les interventions des élus
Abstention	0	

- 2016-03-07 -DELIBERATION ACCEPTANT LE PROVISIONNEMENT DES SOMMES LIEES A L'ACHAT D'EAU :

Madame La Maire rappelle la délibération 2016-01-02 concernant le provisionnement des sommes liées à l'achat d'eau pour 2015 (40 977€ à provisionner sur le compte 6815 du budget 2016 par anticipation).

Cette délibération faisait suite à une rencontre de Mme La Maire avec le Trésorier Principal.

Dans le cadre de l'élaboration du budget, Madame La Maire a consulté le Trésorier qui a conseillé de provisionner l'ensemble des sommes liées à l'achat d'eau 2015-2016.

Madame La Maire rappelle qu'il n'existe aucune convention pour la fourniture d'eau. Les sommes liées aux factures d'achat d'eau peuvent être provisionnées sur un compte d'attente selon la réglementation et le schéma comptable précis suivant que le Percepteur a bien voulu adresser par messagerie :

« Réglementation :

3.1.1. Provisions semi-budgétaires de droit commun

Les provisions de droit commun constituent des opérations d'ordre semi-budgétaires regroupées au sein des opérations réelles. Elles sont retracées, en dépenses, au chapitre 68 " Dotations aux provisions " et, en recettes, au chapitre 78 " Reprises sur provision ".

L'ordonnateur émet un mandat au compte 68 pour constituer la dotation. Le comptable enregistre le mandat dans la comptabilité budgétaire et débite dans sa comptabilité générale le compte 68 par le crédit du compte de provision à terminaison 1 (15..1, 29..1, 39..1, 49..1 et 59..1.)

Il s'agit d'une opération d'ordre semi-budgétaire. La terminaison 1 s'applique aux comptes retraçant des provisions semi-budgétaires.

La non-budgétisation de la recette permet une mise en réserve de la dotation. Elle reste disponible pour financer la charge induite par le risque lors de la reprise.

En conséquence, les comptes de provisions à terminaison 1 ne participent pas au calcul du besoin de financement de la section d'investissement. Ils sont uniquement movimentés par le comptable.

Le schéma comptable est le suivant :

Prévoir au BP 2016 une dépense au compte 6815 du montant des sommes litigieuses arrêtées au jour de la délibération qui permet cette provision.

Après le vote du budget, émettre le mandat au c/6815 correspondant à la somme litigieuse figurant dans la délibération. »

Madame La Maire propose aux membres du conseil municipal de provisionner, selon le schéma comptable convenu avec le percepteur, la somme de 87 000€ correspondant aux factures d'achat d'eau de juin à décembre 2015 ainsi que l'estimation pour l'année 2016.

Votants	13	Délibération n° 2016-03-07
Pour	12	
Contre	0	
Abstention	1	Monsieur Rambaud pour son pouvoir M. LANDA

- 2016-03-08 - DELIBERATION ANNULANT LE REVERSEMENT AU CCAS DE LA PART DES RECETTES LIEES A LA LOCATION DE LA SALLE DES FETES :

Madame La Maire rappelle aux membres du conseil municipal que jusqu'à ce jour, les recettes de location de la salle des fêtes étaient reversées pour moitié au budget du CCAS.

Ces recettes sont prévues sur le budget M14 et du CCAS à l'article 752.

La difficulté de faire une estimation sincère des demandes de réservations pour l'année à venir empêche le CCAS d'avoir une connaissance exacte de ces recettes. Mme La Maire propose donc de mettre fin à la répartition des recettes de locations de la salle communale et d'augmenter le versement du budget communal au CCAS.

Votants	13	Délibération n° 2016-03-08
Pour	12	
Contre	0	
Abstention	1	Monsieur Rambaud pour son pouvoir M. LANDA

- 2016-03-09 - DELIBERATION DU VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF 2015 DU BUDGET M14 :

Mr Landa ayant exercé des fonctions d'ordonnateur de janvier à début avril est absent.

Mme AUBIN, Maire ayant exercée des fonctions d'ordonnateur depuis le 18 avril s'étant retirée, le doyen d'âge présent, Monsieur Roger GODFROY, est désigné pour présider ce vote (10 votants)

1 – en fonctionnement, ce compte arrêté en

- Recettes 2015 : 703 430,13€ (757 795,38€ en 2014)
- Dépenses 2015 : 597 234,06€ (558 206,02€ en 2014)

laisse apparaître un excédent de clôture pour l'exercice 2015 de 106 196,07€ (199 589,36€ en 2014)

Compte tenu du report excédentaire antérieur de 2014 de 416 737,47€, le résultat définitif de 2015 est de + 522 933,54€ (+462 317,23€ en 2014).

2 - en investissement, ce compte arrêté en

- Recettes 2015 : 215 564, 62€ (376 433,43€ en 2014)
- Dépenses 2015 : 143 195, 42€ (200 391,74€ en 2014)

laisse apparaître un excédent de clôture pour l'exercice 2015 de + 72 369,20€ (176 041,69€ en 2014).

Compte tenu du report antérieur déficitaire de – 31 338.61 €, le résultat définitif est de + 41 030, 59€.

Les restes à réaliser en investissement s'élèvent à 43 473,29€ (14 241,15€ en 2014) en dépenses et à 0€ en 2014) en recettes.

Compte tenu des résultats précités, apparaît donc en fin 2015 un besoin de financement en investissement de 2442,70€ (– 45 579,76€ en 2014).

Votants	10	Délibération n° 2016-03-09
Pour	8	
Contre	1	Monsieur Pion est contre la répartition des recettes de la CCC
Abstention	1	Monsieur Rambaud

Après ce vote, Monsieur Rambaud fait part de son questionnement concernant les subventions 2015 aux associations communales. Il souhaite savoir si les subventions de 2015 seront versées en 2016. Il précise

que d'autres communes ont versé les subventions aux associations communales bien qu'elles n'aient pas de numéro SIREN.

Monsieur Billot précise que l'inscription au répertoire Siren est très facile.

Madame Aubin précise qu'en fonctionnement, il n'y a pas de restes à réaliser mais qu'une somme suffisante a été prévue sur le BP 2016 pour pouvoir mandater les subventions aux associations qui n'ont pas eu le versement en 2015 sous réserve qu'elles fournissent les documents demandés et que leur projet entre dans le cadre défini par la politique associative municipale.

- 2016-03-10 - DELIBERATION DU VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF 2015 DU BUDGET M49 :

Mr Landa ayant exercé des fonctions d'ordonnateur de janvier à début avril est absent

Mme AUBIN, Maire ayant exercée des fonctions d'ordonnateur depuis le 18 avril s'étant retirée, le doyen d'âge présent, Monsieur Roger GODFROY, est désigné pour présider ce vote (10 votants).

1 – en exploitation, ce compte arrêté en

- Recettes 2015 : 221 520, 12 € (286 217, 54 € en 2014)
- Dépenses 2015 : 220 200, 43 € (219 545.96€ en 2014)

laisse apparaître un excédent de clôture de l'exercice 2015 de + 1 319, 69 € (+ 66 671.58€ en 2014.)

Compte tenu du report antérieur excédentaire de + 66 671, 58 €, le résultat définitif est de + 67 991, 27 €.

2 - en investissement, ce compte arrêté en

- Recettes 2015 : 116 885, 26 € (496 501.72€ en 2014)
- Dépenses 2015 : 285 637, 78 € (368 854.15€ en 2014)

laisse apparaître un déficit de clôture de l'exercice 2015 de – 168 752, 52 € (+ 62 638.02€ en 2014)

Compte tenu du report antérieur excédentaire 2014 de 273 467, 90 €, le résultat définitif est de 104 715,38€.

Les restes à réaliser 2015 en investissement s'élèvent à 12 560, 77 € (208 083.75€ en 2014) en dépenses et à 62 362, 66 € (80 415.72 € en 2014) en recettes.

Compte tenu des reports antérieurs, apparaît donc un excédent en fin 2015 de financement en investissement de 154 517,27 € (145 799.47 € en 2014).

Votants	10	Délibération n° 2016-03-10
Pour	9	
Contre	0	
Abstention	1	Monsieur Rambaud n'a pas su déchiffrer le compte administratif

- 2016-03-11 - DELIBERATION DU VOTE DU COMPTE DE GESTION 2015 DU BUDGET M14 :

Le Conseil Municipal, après s'être fait présenter les budgets primitifs de l'exercice 2015 et les décisions modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux de mandats, le compte de gestion dressé par le Receveur accompagné des états de développement des comptes de tiers ainsi que l'état de l'Actif, l'état du Passif, l'état des restes à recouvrer et l'état des restes à payer. Après avoir entendu et approuvé le compte administratif de l'exercice 2015.

Après s'être assuré que le receveur a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2015, celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures.

- 1) Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1^{er} janvier 2015 au 31 Décembre 2015, y compris celles relatives à la journée complémentaire ;
- 2) Statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2015 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires et budgets annexes ;
- 3) Statuant sur la comptabilité des valeurs inactives ;

Le conseil déclare que le compte de gestion dressé, pour l'exercice 2015 par le Receveur, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observation ni réserve de leurs parts.

Votants	13	Délibération n° 2016-03-11
Pour	13	
Contre	0	
Abstention	0	

- 2016-03-12 - DELIBERATION DU VOTE DU COMPTE DE GESTION 2015 DU BUDGET M49 :

Le Conseil Municipal, après s'être fait présenter les budgets primitifs de l'exercice 2015 et les décisions modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux de mandats, le compte de gestion dressé par le Receveur accompagné des états de développement des comptes de tiers ainsi que l'état de l'Actif, l'état du Passif, l'état des restes à recouvrer et l'état des restes à payer. Après avoir entendu et approuvé le compte administratif de l'exercice 2015.

Après s'être assuré que le receveur a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2015, celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures.

- 1) Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1^{er} janvier 2015 au 31 Décembre 2015, y compris celles relatives à la journée complémentaire ;
- 2) Statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2015 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires et budgets annexes ;
- 3) Statuant sur la comptabilité des valeurs inactives ;

Le conseil déclare que le compte de gestion dressé, pour l'exercice 2015 par le Receveur, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observation ni réserve de leurs parts.

Votants	13	Délibération n° 2016-03-12
Pour	13	
Contre	0	
Abstention	0	

- 2016-03-13 - DELIBERATION D'AFFECTATION SUR 2016 DES RESULTATS 2015 DU BUDGET M14 :

Suite à l'approbation du compte administratif, le Conseil Municipal, réuni sous la présidence de Madame AUBIN, Maire après avoir entendu et approuvé le compte administratif de l'exercice 2015 décide de procéder à l'affectation du résultat de la section de fonctionnement comme suit :

1) Résultat de la section de fonctionnement à affecter (excédent + déficit -)

- Résultat de l'exercice 2015 : + 106 196,07 € (+199 589,36€ en 2014)
- Résultat reporté de l'exercice antérieur (ligne 002 du CA) +416 737,47€ (+ 462 317,23€ en 2014)
- Résultat de clôture à affecter : + 522 933,54 € (+416 737.47€ en 2014)

2) Besoin réel de financement de la section d'investissement (excédent + déficit -)

- Résultat de la section d'investissement de l'exercice 2015 : + 72 369,20€ (+176 041,69€ en 2014)
- Résultat reporté de l'exercice antérieur (ligne 001 du CA) : - 31 338,61€ (- 207 380,30€ en 2014)
- Résultat comptable cumulé (R 001 : Excédent) : + 41 030,59€ (-31 338,61€ en 2014)
- Dépenses d'investissement engagées non mandatées : - 43 473,29€ (-14 241,15€ en 2014)
- Recettes d'investissement restant à réaliser : 0 (0€ en 2014)
- Solde des restes à réaliser : - 43 473,29€ (-14 241,15€ en 2014)
- (B)Besoin (-) ; Excédent (+) réel de financement : - 2 442,70€ (-45 579,76€ en 2014)

3) Affectation du résultat de la section de fonctionnement

Résultat excédentaire (A1)

En excédent reporté à la section de fonctionnement (recette non budgétaire au compte 110/ligne budgétaire R 002 du budget N+1) : + 520 490, 84 € (522 933,54€ - 2442,70€), [+ 416 737.47€ (462 317.23€- 45 579.76€) en 2014].

En couverture du besoin réel de financement (B) dégagé à la section d'investissement (recette budgétaire au compte R 1068) 2 442,70€ (45 579,76€ en 2014)

Résultat déficitaire (A2) en report, en compte débiteur

(recette non budgétaire au compte 119 ou déficit reporté à la section de fonctionnement D 002) : s. objet

4) Transcription budgétaire de l'affectation du résultat

Section de Fonctionnement		Section d'Investissement	
Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
Déficit reporté : D 002 :	Excédent reporté : R002 : 520 490,84€ (522 933,54 – 2442,70) 416 737.47€ en 2014 (462 317.23 - 45 579.76€)	Solde d'exécution 2015: *D001 : 31 338.61€ en 2014	Solde d'exécution de clôture : R 001 : 41 030,59€ *R 021 : R 1068 : 2442,70€ 45 579.47€ en 2014

Votants	13	Délibération n° 2016-03-13
Pour	12	
Contre	0	
Abstention	1	Monsieur Rambaud pour son pouvoir Mr Landa

- 2016-03-14 - DELIBERATION D'AFFECTATION SUR 2016 DES RESULTATS 2015 DU BUDGET M49 :

Suite à l'approbation du compte administratif et du compte de gestion 2015, le Conseil Municipal, réuni sous la présidence de Madame La Maire, décide de procéder à l'affectation du résultat de la section d'exploitation comme suit :

1) Affectation du résultat de la section d'exploitation :

- Résultat de l'exercice 2015 : + 1 319, 69 € (+ 40 154.22€ en 2014)
- Résultat reporté de l'exercice antérieur (ligne 002 du CA) + 66 671, 58 € (+ 26 517.36€ en 2014)
- Résultat de clôture à affecter : + 67 991, 27 € (+ 66 671.58€ en 2014)

2) Besoin réel de financement de la section d'investissement :

- Résultat de la section d'investissement de l'exercice 2015 : - 168 752, 52 € (+ 127 647.57€ en 2014)
- Résultat reporté de l'exercice antérieur (ligne 001 du CA) : + 273 467, 90 € (+ 145 820.33€ en 2014)
- Résultat comptable cumulé (R001: excédent ; D001: déficit) + 104 715, 38 € (+ 273 467.90€ en 2014)
- Dépenses d'investissement engagées non mandatées : 12 560, 77 € (- 208 083.75€ en 2014)
- Recettes d'investissement restant à réaliser : + 62 362, 66€ (+ 80 415.72€ en 2014)
- Solde des restes à réaliser : +49 801,89€ (-127 668.03€ en 2014)
- (B) Besoin (-) ; Excédent (+) réel de financement : + 154 517, 27 € (+ 145 799.47€ en 2014)

3) Affectation du résultat de la section d'exploitation

Résultat excédentaire (A1)

- En excédent reporté à la section d'exploitation (recette non budgétaire au compte 110/ligne budgétaire R002 du budget N+1) : + 67 991, 27 € (+ 66 671.58 € en 2014)

- En couverture du besoin réel de financement (B) dégagé à la section d'investissement (recette budgétaire au compte R 1068) : 0€ (0 € en 2014)

• Résultat déficitaire (A2) en report, en compte débiteur

(Recette non budgétaire au compte 119 ou déficit reporté à la section de fonctionnement D 002) : s. objet.

4) Transcription budgétaire de l'affectation du résultat

Section d'Exploitation		Section d'Investissement	
Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
Déficit reporté :	Excédent reporté :	Solde d'exécution :	Solde d'exécution de clôture :
D 002 :	R 002 :	D 001 :	R 001 :
Néant	67 991, 27 €	Néant	104 715, 38 €
(Néant en 2014)	(66 671.58€ en 2014)	(Néant en 2014)	(273 467,90€ en 2014)
			Fonctionnement capitalisé :
			*R 021 :
			0.00 €

Votants	13	Délibération n° 2016-03-14
Pour	12	
Contre	0	
Abstention	1	Monsieur Rambaud pour son pouvoir Mr Landa

- 2016-03-15 - DELIBERATION POUR L'ACTUALISATION ENVELOPPE FINANCIERE LIEE AU REGIME INDEMNITAIRE DU PERSONNEL POUR L'ANNEE 2016 :

Madame La Maire rappelle qu'il est versé mensuellement au personnel communal une indemnité d'administration et de technicité (IAT), et l'indemnité d'exercice de mission (IEM) pour Mme RICAUD. Ces indemnités sont modulables, et sont prévus avec les dépenses liées à la rémunération du personnel (chapitre 12) du budget de dépenses de fonctionnement. Il convient chaque année de réactualiser le montant de cette enveloppe globale à intégrer au budget.

Le conseil municipal,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 modifié pris pour l'application du premier alinéa de l'article 88 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n° 2002-61 du 14 janvier 2002 relatif à l'indemnité d'administration et de technicité ;

Vu l'arrêté ministériel du 14 janvier 2002 fixant les montant de référence de l'indemnité d'administration et de technicité ;

Vu la délibération 53/09/08 instituant l'enveloppe initiale

DECIDE

1) Catégories concernées

Les personnels de la commune éligibles à l'IAT conformément aux dispositions du décret n° 2002-61 du 14 janvier modifié sont les suivants :

- Les fonctionnaires de catégorie C
- Les fonctionnaires de catégorie B dont la rémunération est au plus égale à celle qui correspond à l'indice brut 380
- Les agents non titulaires occupant des emplois équivalents aux précédents.
- Mme RICAUD Sophie perçoit l'IEM

2) Attributions individuelles :

Conformément au décret 2002-61 du 14 janvier 2002, Madame La Maire fixera et pourra moduler les attributions individuelles dans les limites fixées réglementairement, en fonction des critères suivants :

- La manière de servir de l'agent, appréciée notamment à travers la notation annuelle et / ou d'un système d'évaluation mise en place au sein de la collectivité
- La disponibilité de l'agent, son assiduité
- L'expérience professionnelle
- Les fonctions de l'agent appréciées par rapport aux responsabilités exercées, au niveau d'encadrement ...

La révision (à la hausse ou à la baisse) de ses taux pourra être effective dans le cas de modification substantielle des missions de l'agent.

3) Modalités de maintien et suppression :

Le sort des primes et indemnités suivra les mêmes règles d'abattement que la rémunération principale en cas d'indisponibilité (maladie ordinaire, grève ...) et sera maintenu pendant les périodes de congés annuels et autorisations exceptionnelles d'absence, congés de maternité ou paternité, états pathologiques ou congés d'adoption, accidents de travail, maladies professionnelles reconnues.

Les primes et indemnités cesseront d'être versées :

- En cas d'indisponibilité impliquant une absence continue supérieure à 6 mois
- En cas de sanction disciplinaire et portant sur une éviction momentanée des services ou fonctions.

4) Périodicité de versement :

Le paiement des primes et indemnités fixées par la présente délibération sera effectué selon une périodicité mensuelle.

5) Clause de revalorisation :

La prime fera l'objet d'un ajustement automatique lorsque les montants ou taux ou les corps de référence seront valorisés ou modifiés par un texte réglementaire (ce qui est le cas dans la présente délibération).

Le conseil décide d'actualiser l'enveloppe globale pour 2016 à 27 000 €.

Cette somme est inscrite au chapitre 12 du budget général

Votants	13	Délibération n° 2016-03-15
Pour	13	
Contre	0	
Abstention	0	

- 2016-03-16 - DELIBERATION DU VOTE DES TAUX DES TAXES COMMUNALES POUR 2016 :

Madame la Maire informe les membres du conseil municipal qu'elle souhaite proposer une augmentation de 1,6 % du taux des taxes communales pour 2016 afin de pouvoir réaliser les projets prévus.

Monsieur Godfroy demande si c'est une obligation. Monsieur Rambaud indique que les communes ne sont pas tenues d'augmenter leurs taxes.

Madame Aubin indique que les recettes ont tendances à baisser, il est important d'augmenter le taux surtout si on envisage de faire des investissements.

Monsieur Godfroy indique que tout augmente.

Madame Aubin souligne que l'effort fiscal a une incidence par rapport aux autres recettes de la commune notamment les demandes de subventions.

Huguette Fossat précise que les subventions versées aux communes profitent également aux habitants.

Isabelle Petit et Patrick Petit ajoutent que tout le monde subit les augmentations, la commune également, cela n'impactera quasiment pas les « petits budgets »

Alexis Rambaud dit que si la commune veut des subventions, il faut augmenter les taux des taxes mais il faut aussi faire des choses.

Isabelle Petit et Patrick Petit sont pour faire un effort significatif de l'augmentation des taxes soit plus de 2%.

Alexis Rambaud est pour une augmentation progressive sur plusieurs années.

Après plusieurs échanges, Les membres du conseil conviennent à proposer une augmentation de 1,6% et Madame La Maire indique que la CCID va se réunir fin avril pour travailler sur les bases fiscales pour plus de justice. Elle propose de délibérer.

Délibération proprement dite :

Compte tenu des charges prévues au budget, Madame La Maire propose au Conseil Municipal pour 2016, de modifier les taux des 4 taxes comme suit :

- Taxe d'habitation : **17,17** (16,90 en 2015)
- Taxe foncier bâti : **15,05** (14,81 en 2015)
- Taxe foncier non bâti : **51,25** (50.44 en 2015)
- CFE (FPU : CCC)

Le produit fiscal total prévisionnel attendu pour 2016 est de 266 810,83 € *duquel il convient de déduire le reversement sur FNGIR de 31 798 € soit un net de 236 583. 23 €*, se répartissant ainsi :

- au titre de la TH soit 154 083, 58 €
- au titre de la TFB soit 87 485, 65 €
- au titre de la TFNB soit 25 241, 60€
- au titre de la CFE FPU CCC

Votants	13	Délibération n° 2016-03-16
Pour	11	
Contre	1	Monsieur Rambaud pour son pouvoir Mr Landa
Abstention	1	Monsieur Pion pour son pouvoir Mr Bouyssou

- 2016-03-17 - DELIBERATION DU VOTE DU BUDGET GENERAL M14 POUR 2016 :

Madame La Maire rappelle les principaux points de dépenses de fonctionnement et d'investissement sur le budget 2016 évoqués lors des réunions de travail et sur la note adressée aux conseillers municipaux. Elle indique la nécessité d'abonder la section d'investissement de 452 000€ par la section de fonctionnement pour permettre la réalisation des investissements prévus. Après débat, elle propose de passer au vote.

L'article L 2312-2 du CGCT dispose que les crédits sont votés par chapitre et, si le conseil municipal en décide ainsi, par article.

Ces dispositions découlent du principe de spécialité budgétaire selon lequel l'autorisation donnée par l'assemblée délibérante n'est pas globale mais limitée à un montant maximal par catégorie de dépense.

L'adoption d'une délibération par le conseil municipal n'est pas subordonnée à l'intervention d'un vote formel ou d'une discussion préalable dès lors que l'assentiment de la totalité ou de la majorité de conseillers présents a pu être constaté après un débat effectif faisant suite à une question posée par le maire.

Par ailleurs, le Conseil d'Etat avait précisé dans sa décision du 18 mars 1994 (commune de Cestas) que les crédits inscrits au budget de la commune doivent être présentés et adoptés par chapitre ou, si le conseil municipal en décide ainsi, par article, sans qu'il soit nécessairement procédé à un vote formel sur chacun des

chapitres ou articles. Ainsi l'absence d'un vote formel sur chacun des chapitres n'est pas de nature à entacher d'illégalité la délibération d'adoption du budget.

Ainsi le Conseil Municipal peut donc adopter le budget par un vote global à la double condition que le budget soit présenté par chapitre et article et qu'un débat préalable ait lieu permettant de constater l'assentiment de la totalité ou de la majorité des conseillers présents sur le budget.

Madame La Maire que deux réunions de travail ont eu lieu avec le conseil municipal :

Le 7 janvier 2016 : définition des principaux projets

Le 14 mars 2016 : présentation de projet de budget.

Les membres du Conseil Municipal acceptent donc le principe du vote global à l'unanimité.

Le budget M14 pour 2016 s'équilibre en recettes et en dépenses à :

- 1 170 397, 04 euros en section de fonctionnement
- 637 665, 59 euros en section d'investissement

Votants	13	Délibération n° 2016-03-17
Pour	9	
Contre	3	Mr Rambaud pour son pouvoir Mr Landa, Mr Pion, Mr Pion pour lui-même et son pouvoir Mr Bouyssou
Abstention	1	Mr Rambaud n'est pas certain du reversement de la CPS par la CCC

Monsieur Pion a voté contre car Mme le Maire a refusé de fournir les documents de ce budget suite à sa demande sur le cahier de liaison .(l'article L.2121-13 du code général des collectivités territoriales qui impose que tout membre du conseil municipal a le droit dans le cadre de sa fonction, d'être informé des affaires de la commune qui font l'objet d'une délibération. Les projets de délibérations et les documents préparatoires aux séances doivent être communiqués, avant le conseil municipal, aux conseillers municipaux qui en font la demande, sous peine de porter atteinte aux droits et prérogatives qu'ils tiennent de leur mandat).

Madame La Maire indique que tous les documents étaient à la disposition des conseillers en mairie.

Monsieur Pion désire que tous les documents de travail soient communiqués aux conseillers qui en font la demande.

- 2016-03-18 - DELIBERATION D'ADMISSION EN NON VALEURS IRRECOURABLES M49 :

Madame La Maire expose la demande de Monsieur Le Percepteur en date du 28 décembre 2015 par lequel celui-ci sollicite l'admission en non-valeur (c'est à dire la suppression des dettes) d'une somme de 4 964,03€ correspondant à des impayés au titre des factures d'eau, dettes arrêtées au 14 mars 2014.

Monsieur Le Percepteur motive sa demande en précisant :

La comptabilité des collectivités locales étant une comptabilité des droits constatés, ces titres anciens de montants importants, émis et non recouverts "faussent" les résultats de la commune et de son budget annexe. Toutefois, les personnes étant en surendettement les versements ultérieurs seront comptabilisés au compte 7714 - Recouvrement sur créances admises en non-valeur.

Dans le cas d'une acceptation, les crédits nécessaires sont à prévoir au compte 6541 - Pertes sur créances irrécouvrables" sur le budget 2016.

Le conseil accepte de prendre en compte ces impayés irrécouvrables au titre du budget Eau/Assainissement M49 article 6541.

Votants	13	Délibération n° 2016-03-18
Pour	13	
Contre	0	
Abstention	0	

- 2016-03-19 - DELIBERATION DU VOTE DU BUDGET M49 (EAU-ASSAINISSEMENT) POUR 2016 :

Madame La Maire rappelle les principaux points de dépenses d'exploitation et d'investissement sur le budget 2016 évoqués lors des réunions de travail et sur la note adressée aux conseillers municipaux. Elle rappelle le transfert des compétences eau assainissement à l'horizon 2020 d'où la nécessité d'être prudents dans les investissements.

L'article L 2312-2 du CGCT dispose que les crédits sont votés par chapitre et, si le conseil municipal en décide ainsi, par article.

Ces dispositions découlent du principe de spécialité budgétaire selon lequel l'autorisation donnée par l'assemblée délibérante n'est pas globale mais limitée à un montant maximal par catégorie de dépense.

L'adoption d'une délibération par le conseil municipal n'est pas subordonnée à l'intervention d'un vote formel ou d'une discussion préalable dès lors que l'assentiment de la totalité ou de la majorité de conseillers présents a pu être constaté après un débat effectif faisant suite à une question posée par le maire.

Par ailleurs, le Conseil d'Etat avait précisé dans sa décision du 18 mars 1994 (commune de Cestas) que les crédits inscrits au budget de la commune doivent être présentés et adoptés par chapitre ou, si le conseil municipal en décide ainsi, par article, sans qu'il soit nécessairement procédé à un vote formel sur chacun des chapitres ou articles. Ainsi l'absence d'un vote formel sur chacun des chapitres n'est pas de nature à entacher d'illégalité la délibération d'adoption du budget.

Ainsi le Conseil Municipal peut donc adopter le budget par un vote global à la double condition que le budget soit présenté par chapitre et article et qu'un débat préalable ait lieu permettant de constater l'assentiment de la totalité ou de la majorité des conseillers présents sur le budget.

Madame La Maire que deux réunions de travail ont eu lieu avec le conseil municipal :

Le 7 janvier 2016 : définition des principaux projets

Le 14 mars 2016 : présentation de projet de budget.




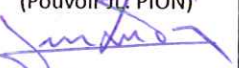


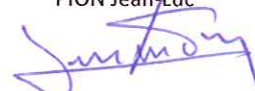
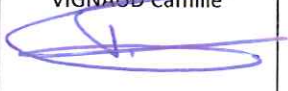
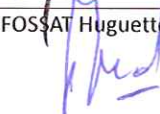
Les membres du Conseil Municipal acceptent donc le principe du vote global à l'unanimité.

Le budget M49 pour 2016 s'équilibre en recettes et en dépenses à :

- 287 051,60 euros en section d'exploitation
- 348 527,18 euros en section d'investissement

Votants	13	Délibération n° 2016-03-19
Pour	10	
Contre	3	Mr Rambaud pour son pouvoir Mr Landa, Mr Pion pour lui-même et pour son pouvoir Mr Bouyssou
Abstention	0	

L'ordre du jour étant épuisé, Mme La Maire déclare la séance close à 22 heures 15.

DUTHIL Franck Absent excusé	LANDA Jean-Paul (Pouvoir A. Rambaud)	GODFROY Roger 	RAMBAUD Alexis	DULEAU Jean-Michel 
BILLOT Romain 	BOUYOU Laure Absente	BOUYSSOU Francis (Pouvoir J.L. PION) 	PETIT Patrick 	PETIT Isabelle 
PION Jean-Luc 	VIGNAUD Camille 	ZEKRYTY Nadia	FOSSAT Huguette 	AUBIN Nathalie 